MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

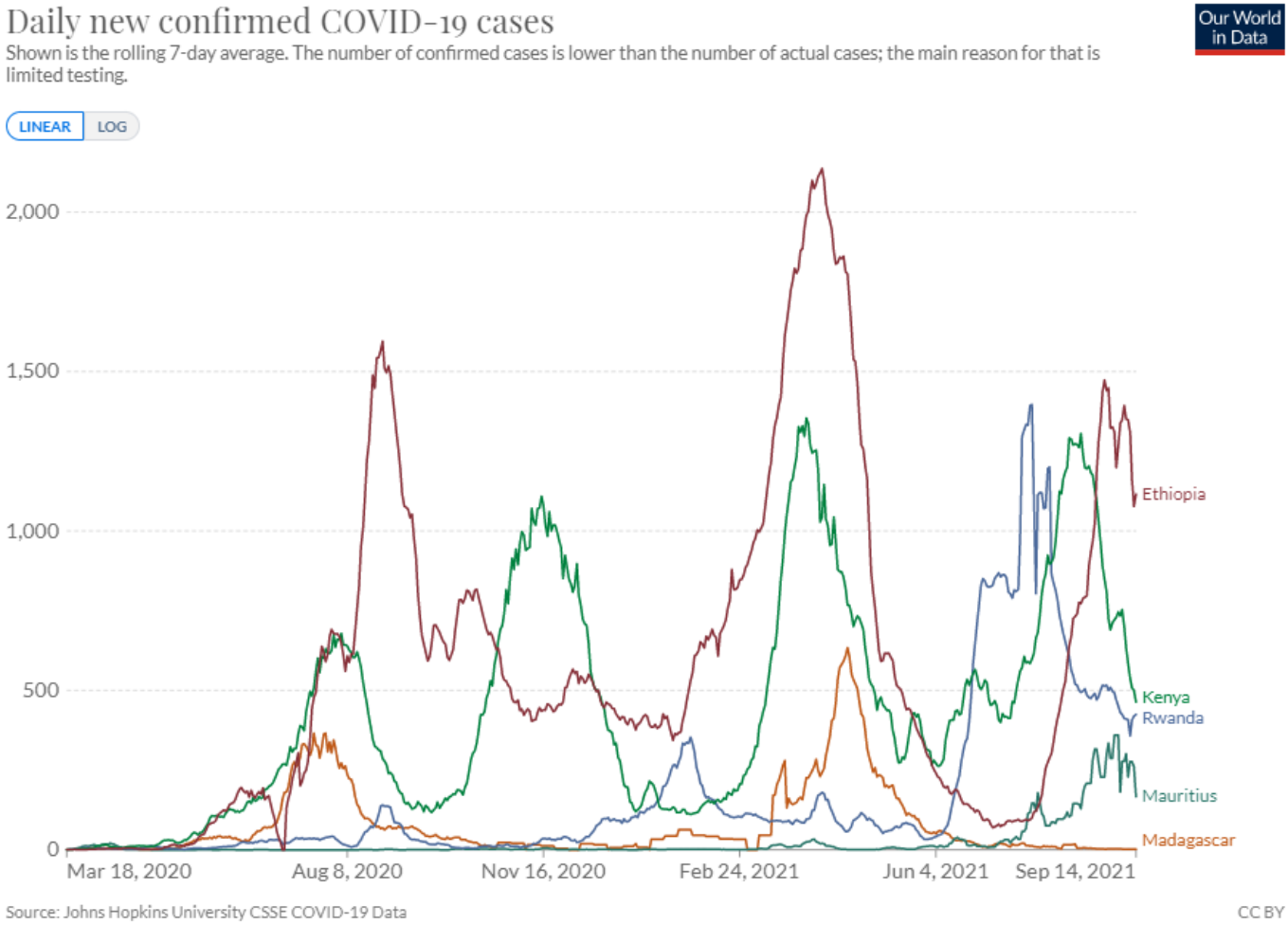
Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

14 Septembre 2021

Evolution de la situation sanitaire



Burundi

Lancement des travaux de modernisation du port de Bujumbura.

Dans un contexte de développement des relations commerciales avec les pays de la région, le Burundi vient de lancer les travaux de modernisation du port lacustre de Bujumbura. Financé par l'agence japonaise de coopération internationale (JICA) à hauteur de 31 MUSD, le projet porte, entre autres, sur le dragage de l'ensemble du bassin portuaire, la construction d'un terminal à conteneurs de 300 mètres, ainsi que sur la réalisation d'un chantier naval. La rénovation du port, dont les travaux s'étaleront jusqu'en 2025, permettrait à terme d'atteindre un trafic annuel de 500 000 t de marchandises, contre 220 000 t en 2020. Le port de Bujumbura est notamment relié au port zambien de Mpulungu, au port de Kalemie en RDC, et à celui de Kigoma, en Tanzanie, qui est connecté par le rail au port de Dar-es-Salaam.

Comores

L'Etat se porte caution à hauteur de 10 MEUR pour faire face aux pénuries alimentaires.

Pour apporter une réponse à la pénurie récurrente de denrées alimentaires et à l'augmentation subséquente des prix de produits de première nécessité, le conseil des ministres du 8 septembre a décidé la création d'un mécanisme de caution à destination des opérateurs économiques en mettant en place un fonds de garanties de 5 Mds KMF (10 MEUR) pour un ensemble de produits (farine, huile, produits carnés, sucre, médicaments). Des discussions ont été menées en parallèle avec le secteur bancaire pour diminuer sensiblement le taux de crédit qui pourrait être ramené à 6 % au lieu de la fourchette de 18 %/24 %.

Djibouti

Mise en place de la transmission automatique d'informations à l'administration fiscale.

Les entreprises assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) seront progressivement équipées de boitiers électroniques (installés dans les caisses ou points de vente) qui transfèreront les factures et tickets de caisse imprimés à chaque transaction. Cette réforme poursuit un double objectif : elle vise, d'une part, à augmenter les recettes de la TVA via la lutte contre la fraude fiscale et d'autre part, le gouvernement cherche à améliorer son score au sein du classement Doing Business en rendant plus facile le paiement des taxes par les entreprises – Djibouti ne se situe qu'à la 133ème place sur cet indicateur (112ème du classement tous indicateurs confondus en 2020).

Erythrée

Pas de brève cette semaine.

Ethiopie

Assouplissement des restrictions sur la délivrance de prêts bancaires.

La banque centrale a assoupli les restrictions imposées sur le secteur bancaire, permettant aux importateurs et aux producteurs d'huile alimentaire d'accéder à des prêts garantis par des biens immobiliers. Cette mesure concernerait près de 21,9 % des prêts bancaires décaissés (68,2 Mds ETB) par les banques

commerciales sur la fin du 3ème trimestre de l'année fiscale 2020/21. Le niveau d'inflation élevé couplé à l'écart grandissant entre les taux de change officiel et officieux avaient conduit la banque centrale à suspendre la totalité des prêts adossés à des biens immobiliers début août. Cependant, l'agence en charge de l'évaluation et de la validation des actifs immobiliers serait inactive depuis plus d'un mois pour des raisons de « mise à niveau » du système. La ville d'Addis-Abeba aurait de son côté donné l'ordre de suspendre l'octroi de baux fonciers et les transferts d'actifs pour une durée indéterminée.

Réforme du financement de la Development Bank of Ethiopia (DBE).

Une nouvelle directive de la Banque centrale (SBB/81/2021) entrée en vigueur le 1er septembre contraint les banques commerciales à participer au financement de la DBE. Celles-ci seront tenues de consacrer annuellement au minimum 1 % de leur nouveaux prêts et avances à l'achat d'obligations émises par la DBE, et ce jusqu'à ce que les obligations représentent 10 % du total de leurs crédits. Ces obligations auront une maturité de trois ans et seront rémunérées à un taux supérieur de deux points au taux d'intérêt minimum pour les comptes d'épargne (7 % actuellement). Cette mesure cherche à compenser en partie les pertes de revenus subies par la DBE suite à la suppression de la règle des 27 % en vertu de laquelle les banques devaient dédier 27 % de leur portefeuille de crédits à l'achat de bons du Trésor. Cette réforme constitue un léger recul par rapport aux engagements de l'Éthiopie pris dans le cadre du *Homegrown Economic Reform*.

Lancement des activités de *Safaricom Ethiopia* en 2022.

Dans le cadre d'une mission en Éthiopie début septembre, le consortium (*Global Partnership for Ethiopia*) mené par le kenyan Safaricom a annoncé le lancement des activités commerciales à compter de 2022. Après avoir nommé Anwar Soussa à la tête de la filiale éthiopienne, l'entreprise consolidera son équipe en recrutant jusqu'à 1 000 employés éthiopiens d'ici juin 2022. Elle s'est également engagée à (i) former 450 jeunes diplômés dans le cadre d'un programme trisannuel, (ii) investir 300 MUSD / an dans les TIC et dans les infrastructures de mise en réseau (4G). La question du cadre réglementaire des services financiers mobiles (MFS) a été abordée avec les autorités éthiopiennes. Initialement fermées aux potentiels fournisseurs étrangers, les MFS pourraient être accessibles aux entreprises étrangères d'ici un an selon le Premier ministre.

Lancement de l'appel d'offres pour la privatisation partielle du capital d'*Ethio-Telecom*.

L'ouverture partielle du capital de l'opérateur *Ethio Telecom* (à hauteur de 40 % pour les investisseurs étrangers) avait fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt en juin 2021. L'agence de gestion des entreprises publiques (PEHAA), sous la tutelle du ministère des Finances, a lancé un appel d'offres le 13 septembre, ouvert à toute entreprise intéressée. Les offres devront développer la valorisation d'Ethio telecom en apportant des standards élevés d'opération et de gestion des infrastructures ainsi que les technologies de dernière génération. La date de clôture de la remise des offres n'est pas connue à ce stade. Une première licence télécoms a été attribuée en juin 2021 au consortium Safaricom-Vodafone par l'agence de régulation des télécoms (ECA) pour un montant de 850 MUSD. Ainsi, malgré l'accroissement des incertitudes économiques et politiques depuis 1 an, le processus d'ouverture et de privatisation du secteur se poursuit.

Kenya

Publication d'un nouveau rapport sur la corruption.

Dans un rapport publié ce mois-ci par l'Institut Françaises des Relations Internationales (IFRI), la corruption est mentionnée comme l'un des sujets majeurs de l'élection présidentielle de 2022 au Kenya. Un rapport publié par l'*Africa Center for open governance* en octobre 2020 soulignait que les dépenses de corruption liées aux infrastructures étaient croissantes, et feraient l'objet de budgets dédiés. Les secteurs routiers, de l'eau et de l'électricité seraient particulièrement concernés. Cette tendance est confirmée par une étude menée en 2018 par la Banque Mondiale, selon laquelle 30 % des entreprises devraient avoir recours à la corruption pour l'obtention de permis de construction, l'accès à l'électricité (34 %) et à l'eau (22 %). Pour rappel, Transparency International classe le Kenya parmi les 29 pays africains à l'indice de corruption les plus élevés, au 124ème rang mondial (sur 179). Le Kenya y perdrait ainsi 30 % de son budget national chaque année selon la commission d'éthique et de lutte contre la corruption (EACC) .

Madagascar

Le groupe malgache Habibo reprend les activités de Shoprite et conclut un accord de franchise avec Système U.

Le groupe malgache Habibo, spécialisé dans la production et distribution de produits alimentaires et d'hygiène, a annoncé le 14 septembre avoir repris les activités du groupe sud-africain Shoprite à Madagascar, consistant en dix supermarchés dont trois en province pour un effectif de 850 personnes. Le groupe Habibo a par ailleurs annoncé la conclusion d'un accord de franchise avec le quatrième distributeur français, Système U. L'implantation de l'enseigne à Madagascar est prévue pour début 2022. Shoprite avait annoncé le 23 août son retrait du pays après deux décennies d'activité.

Lancement officiel des travaux de réhabilitation de la route nationale 6 par Colas pour 199,2 M EUR.

Le Président de la République malgache a lancé le 10 septembre le projet de modernisation du réseau routier portant sur une portion de la RN 6 longue de 233 km, reliant les villes d'Ambanja et Diégo Suarez, au nord du pays. Les travaux ont été attribués fin juin 2021 à la société Colas et dureront trente mois. Ils sont financés à hauteur de 199,2 MEUR par l'Union européenne (UE) à travers un don de 97,5 MEUR et par la Banque européenne d'investissement (BEI) via un prêt de 101,7 MEUR.

Maurice

La *Mauritius Commercial Bank* emprunte 1 Md USD auprès d'un consortium de six banques internationales.

La *Mauritius Commercial Bank* (MCB) a signé le 9 septembre un accord de refinancement de 1 Md USD avec un consortium de six banques internationales, composé de l'*Abu Dhabi Commercial Bank PJSC* (ADCB), de Citibank, d'*Intesa Sanpaolo SpA* (Intesa), de *Mizuho Bank Ltd* (Mizuho), de la *Standard Chartered Bank* (SCB) et de la *SMBC Bank International plc* (SMBC BI). Cet emprunt vise notamment le financement des besoins globaux de la société, l'expansion de ses activités à l'international ainsi que le remboursement d'un emprunt antérieur de 560 MUSD contracté en mars 2019.

Ouganda

Hausse de 22,5% de la dette publique en un an.

Selon le rapport de la banque centrale sur la stabilité monétaire publié à fin août 2021, l'encours nominal de la dette publique, s'élevait à fin juin à 70 385 Mds Shillings ougandais (19,7 Mds USD), en hausse de 22,5 % par rapport à juin

2020. La dette publique représentait ainsi à cette date 46,3% du PIB (contre 41 % et 35,3 % à la fin juin 2020 et juin 2019, respectivement) et le service de la dette 24,6 % des recettes domestiques (contre 22,4 % et 21,7 % en juin 2019 et juin 2020, respectivement). Selon les autorités, l'augmentation constatée entre juin 2020 et juin 2021 s'explique principalement par les fortes pressions à la hausse sur les dépenses pour contrer les effets négatifs de la pandémie. Pour mémoire, le Conseil d'Administration du FMI a approuvé en juin l'octroi d'un prêt de 1 Md USD, à l'Ouganda sur la Facilité Elargie de Crédit, visant à soutenir les efforts de redressement post COVID-19 et la mise en œuvre du Plan national de Développement 2020-2025. S'y ajoute, la nouvelle allocation de DTS adoptée récemment par le Conseil d'Administration du FMI, pour aider les pays africains à renforcer leurs réserves, avec une marge de manœuvre quant à son utilisation en cas de besoin, à savoir notamment la possibilité de l'utiliser pour combler le déficit de financement. Selon la Banque centrale, le recours au financement extérieur devrait modérer la poursuite de la croissance de la dette publique car les conditions de prêt mettent l'accent sur la consolidation budgétaire à moyen terme et la discipline budgétaire.

Rwanda

Le Rwanda n'importera plus de semences de maïs, de blé et de soja.

Le ministère de l'Agriculture et des Ressources animales a annoncé que le pays n'importerait plus de de semences de maïs, de blé et de soja au cours de la prochaine saison agricole et n'aidera plus les agriculteurs qui achètent des semences importées. Cette décision fait suite aux progrès réalisés dans la production locale de semences qui couvre 100 % des besoins du pays. En 2018, 2,5 Mds RWF ont été investis par le gouvernement dans le développement des zones humides et utilisés pour la multiplication des semences locales afin de réduire les importations. Le gouvernement rwandais importe environ 4 900 tonnes de semences améliorées, dont 3 500 tonnes de maïs, 800 tonnes de blé et 600 tonnes de soja, principalement du Kenya et de la Zambie. A titre d'exemple, le prix des semences de maïs produites localement se situe entre 400 et 600 RWF/kg, tandis que celui des semences importées est de 1 500 RWF selon la variété. Pour couvrir ses besoins en semences le Rwanda dépensait près de 6 MEUR par an.

Seychelles

Pas de brève cette semaine.

Somalie

Tensions entre le Président et le Premier ministre.

Le Premier Ministre Mohamed Hussein Roble a assuré à la délégation des Nations Unies en déplacement à Mogadiscio le 12 septembre que les élections somaliennes se dérouleraient bien selon le calendrier initial. La prochaine phase électorale devrait donc avoir lieu entre le 1er octobre et le 25 novembre 2021. Des tensions avaient émergé la semaine précédente, alors que le Premier ministre avait licencié le dirigeant des services somaliens, impliqué dans la disparition d'un agent. Le Président Farmajo avait alors nommé ce même dirigeant comme conseiller national pour la sécurité. Accusant le Président d'obstruer les procédures judiciaires en cours, le Premier ministre a ensuite fait le choix de remplacer le ministre de la Sécurité, en le remplaçant par un critique de la présidence Farmajo.

Soudan

Restructuration des FFC.

Les Forces de la liberté et du changement (FFC), à l'origine du changement de régime, ont signé ce 8 septembre une déclaration politique afin de « réunir leurs forces et soutenir la transition ». Celle-ci établit une nouvelle gouvernance de cette alliance, grâce à la création de quatre nouvelles structures : une conférence générale, une autorité générale constituant l'assemblée générale de l'alliance, un Conseil central définissant les politiques et assurant le suivi de leur mise en œuvre et un bureau exécutif chargé des opérations. A noter que le mouvement «Justice & Egalité », dont le Président est Jibril Ibrahim, actuel ministre des Finances, a rejeté cette déclaration estimant que sa représentation au sein de la nouvelle structure ne reflétait pas son poids politique. Cette nouvelle organisation comprend également des comités exécutifs spécialisés incluant notamment un comité économique, ayant un rôle de consultation et de suivi des politiques et des programmes économiques. Historiquement, la position des FFC sur le programme de réformes économiques était très critique, notamment sur la levée des subventions. Il sera intéressant d'observer le positionnement de ce comité économique vis-à-vis de la commission sur les questions économiques et d'investissements, présidée par le Président de la Fédération des hommes d'affaires, créée elle aussi très récemment dans le cadre de l'initiative « la nouvelle voie à suivre», portée par le Premier Ministre.

Soudan du Sud

La baisse des ressources contraint le Programme alimentaire mondial (PAM) à réduire son aide.

À partir d'octobre et jusqu'à la fin 2021, 106 000 personnes déplacées dans les camps de Wau, Juba et Bor South ne recevront pas leurs rations alimentaires mensuelles de la part du PAM. Cette décision intervient alors que les besoins continuent de dépasser les ressources disponibles, contraignant le PAM à opérer une priorisation de ses interventions. Le PAM souhaite donc se concentrer sur 10 comtés difficiles d'accès et où les personnes sont en situation d'urgence ou catastrophique, à savoir : Pibor, Akobo, Tonj Nord, Tonj Sud, Tonj Est, Aweil Sud, Bor Sud, Twic Est, Duk et Ayod. Les mères et les enfants âgés de six mois à deux ans, résidant dans des camps, continueront de recevoir une assistance nutritionnelle pour la prévention et le traitement de la malnutrition. Selon Matthew Hollingworth, représentant du PAM au Soudan du Sud, un financement supplémentaire de 154 MUSD serait nécessaire pour fournir une aide alimentaire en quantité suffisante pour les quatre prochains mois. Selon le PAM, l'insécurité alimentaire, qui a augmenté au cours des dernières années, touche actuellement plus de 60 % de la population du pays.

Tanzanie

La Tanzanie devient le 38e pays à ratifier la Zlecaf.

La Tanzanie a ratifié, jeudi 9 septembre, l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), devenant ainsi le 38e État-membre à adhérer officiellement au traité. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Kitila Mkumbo, a déclaré que la ratification est un indicateur de l'intention de la présidente de la Tanzanie, Samia Suluhu Hassan, de ramener le pays à l'intégration régionale. L'accord, signé par 54 des 55 États membres de l'Union africaine (UA), engage les pays à des réductions tarifaires de 90 % sur une période de cinq ans. La ZLECAf fournit un marché unifié de 1,2 Mds USD de

consommateurs avec un PIB combiné de 3 000 Mds USD, et constitue potentiellement une base solide pour l'industrialisation. La ratification intervient deux mois seulement après que le secrétaire général de la ZLECAf Wamkele Mene, ait eu des discussions avec la présidente Samia Suluhu Hasan.

Le FMI a accordé un prêt de 567 MUSD à la Tanzanie pour lutter contre les conséquences de la crise sanitaire.

Le Fonds monétaire international (FMI) a accordé à la Tanzanie un prêt de 567 MUSD pour financer les besoins «urgents» de son économie durement frappée par les effets de la pandémie de coronavirus, notamment dans le secteur du tourisme. Le conseil d'administration du FMI a approuvé un décaissement de 189 MUSD à la Tanzanie au titre de sa facilité de crédit rapide (FCR), ainsi que 378 MUSD au titre de l'instrument de financement rapide (RFI). «La pandémie de Covid-19 a eu un impact négatif sur les perspectives macroéconomiques de la Tanzanie, ainsi que sur la santé et le bien-être de sa population», a déclaré Bo Li, directeur général adjoint du FMI, dans un communiqué annonçant le prêt. Depuis la prise de fonction de la présidente Samia Suluhu Hassan en avril 2021, le pays a opéré un virage dans sa politique face au coronavirus, lançant notamment fin juillet une campagne de vaccination.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda
Page pays : Kenya / Somalie / Burundi / Rwanda
Twitter : DG Trésor Kenya
Contact : Jérôme BACONIN
Jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr
En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles
Page pays : Madagascar / Seychelles / Maurice / Comores
Twitter : DG Trésor Madagascar
Contact : Frédéric CHOBLET
frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti
Page pays : Ethiopie / Djibouti / Erythrée
Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud
Page pays : Ouganda / Soudan du Sud
Contact : Suzanne KOUKOUI PRADA
suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie
Page pays : Tanzanie
Contact : Annie Biro
Annie.Biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan
Page pays : Soudan
Contact : Rafael SANTOS
Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi (jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).
Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner : sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©DGTresor